

ACTION URGENTE

CRAINTES POUR LA SANTÉ D'UN PALESTINIEN EN GRÈVE DE LA FAIM

L'avocat palestinien, Mohammed Allan, a entamé une grève de la faim le 16 juin, pour protester contre sa détention. Il est maintenu en détention par les autorités israéliennes depuis le 6 novembre 2014, sans avoir été jugé ni même inculpé. On ignore à ce jour les raisons pour lesquelles il a été arrêté et placé en détention. Il a perdu connaissance le 14 août et risque d'être nourri de force.

Mohammed Allan, 31 ans, a été arrêté le 6 novembre 2014 par les forces de sécurité israéliennes à son domicile dans le village d'Einabus, en Cisjordanie. Il a été menotté et conduit à son bureau dans la ville de Naplouse, en Cisjordanie, où on lui a ordonné de montrer les dossiers des clients qu'il a défendus. Il a reçu un ordre de détention administrative de six mois le 11 novembre 2014. Ni Mohammed Allan ni son avocat n'ont été informés par les autorités israéliennes des raisons de son arrestation et de son incarcération. Sa détention administrative a été renouvelée pour six mois supplémentaires le 5 mai 2015. Il a entamé une grève de la faim le 16 juin pour exiger la fin de sa détention. Selon l'ONG palestinienne de défense des droits humains, Addameer, depuis qu'il a entamé sa grève de la faim, il n'a consommé que de l'eau.

Le 7 août, les Services pénitentiaires israéliens ont informé l'avocat de Mohammed Allan de leur intention de présenter une requête au tribunal de district israélien pour demander l'autorisation de le nourrir de force, au titre de la nouvelle législation autorisant l'alimentation forcée des détenus en grève de la faim. Cependant, selon les déclarations de personnalités politiques israéliennes, notamment la personne ayant présenté le projet de loi, celui-ci vise tout particulièrement les détenus palestiniens.

Le 10 août, Mohammed Allan a été transféré à l'unité des soins intensifs du centre médical Soroka de Beer Sheva, en Israël. Plus tard ce jour-là, après le refus du personnel médical de le nourrir de force, il a été déplacé au centre médical Barzilai à Ashkelon, en Israël. Mohammed Allan a continué de refuser tout examen médical et a été enchaîné à son lit d'hôpital par un pied et une main, bien qu'il ait été trop faible pour se lever. Selon les informations disponibles, il a perdu connaissance le 14 août.

Le 12 août, Mohammed Allan a dit à son avocat qu'il ne souhaitait pas mourir, mais qu'il voulait vivre dans la dignité.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en anglais, en hébreu ou dans votre propre langue) :

- appelez les autorités israéliennes à mettre fin au recours à la détention administrative et à libérer Mohammed Allan, ainsi que les autres Palestiniens en détention administrative, à moins qu'ils soient rapidement inculpés d'une infraction reconnue par le droit international et jugés dans le respect des normes internationales d'équité des procès ;
- insistez sur le fait que d'une manière générale, les grévistes de la faim ne doivent pas être nourris de force et que toute décision d'alimentation non consentie ne doit être prise que par des professionnels de la santé qualifiés et uniquement pour des raisons de nécessité d'ordre médical. Les autorités ne doivent jamais demander aux professionnels de la santé d'agir d'une manière contraire à leur jugement professionnel ou à l'éthique médicale, ce qui exclut essentiellement l'alimentation forcée de grévistes de la faim en pleine possession de leurs facultés mentales.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 25 SEPTEMBRE 2015 À :

Directeur général du ministère de la Santé

Moshe Bar Siman Tov
2 Ben-Tabai St.
P.O.B. 1176
Jerusalem 91010, Israël
Fax : +972 2 623 3026
Courriel : mankal@moh.health.gov.il

**Formule d'appel : Dear Director General, /
Monsieur,**

Ministre de la Sécurité publique

Gilad Erdan
Kiryat Hamemshala
PO Box 18182
Jerusalem 91181, Israël
Fax : +972 2 584 7872
Courriel : gerdan@knesset.gov.il

Formule d'appel : Monsieur le Ministre

Copies à :

Juge militaire et général de brigade
Brigadier General Danny Efroni
6 David Elazar Street
Hakiryat, Tel Aviv,
Israël
Fax : +972 3 569 4526
Courriel : avi_n@idf.gov.il

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques d'Israël dans votre pays. (adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

CRAINTES POUR LA SANTÉ D'UN PALESTINIEN EN GRÈVE DE LA FAIM

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Depuis que Mohammed Allan a entamé sa grève de la faim le 16 juin 2015, il a refusé toute nourriture, ainsi que les vitamines et minéraux qui lui ont été proposés et n'a consommé que de l'eau. Lorsque son état s'est détérioré le 14 août et qu'il a perdu connaissance, on lui a administré des minéraux par injection intraveineuse.

Introduite officiellement comme une mesure exceptionnelle destinée à arrêter des personnes représentant un danger extrême et imminent pour la sécurité nationale, la détention administrative est utilisée depuis des années par Israël pour incarcérer un nombre conséquent de personnes qui auraient dû être appréhendées, inculpées et jugées conformément aux règles ordinaires de la procédure pénale, voire des personnes qui n'auraient jamais dû être arrêtées. Les ordres de détention administrative peuvent être renouvelés indéfiniment et Amnesty International considère certains des Palestiniens détenus dans ce cadre par Israël comme des prisonniers d'opinion, incarcérés uniquement pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression et d'association. L'armée israélienne refuse de divulguer la plupart des éléments à charge concernant les personnes en détention administrative pour des raisons de sécurité, affirme-t-elle. Cela empêche les détenus de contester leur détention.

La détention administrative de Palestiniens par Israël est une pratique répandue, ce qui a poussé de très nombreux détenus et prisonniers palestiniens à faire la grève de la faim, dénonçant également leurs conditions de détention. Selon l'organisation israélienne de défense des droits humains, B'Tselem, à la fin du mois de juin 2015, on comptait 370 Palestiniens en détention administrative dans les locaux des Services pénitentiaires israéliens. Actuellement, sept prisonniers et détenus palestiniens sont en grève de la faim selon Addameer, une ONG palestinienne de défense des droits des prisonniers. Bien que la détention administrative ait rarement été utilisée à l'encontre de ressortissants israéliens, trois d'entre eux ont récemment fait l'objet d'ordres de placement en détention administrative à la suite de l'homicide d'un Palestinien et de son fils, Ali et Saad Dawbashe, qui ont péri dans un incendie volontaire le 1^{er} août 2015. Amnesty International a appelé à maintes reprises les autorités israéliennes à mettre fin au recours à la détention administrative, car elle bafoue le droit à un procès équitable.

Le 30 juillet 2015, le Parlement israélien, la Knesset, a adopté une loi autorisant l'alimentation forcée des prisonniers et détenus en grève de la faim dans des circonstances extrêmes, même sans leur consentement, si un juge du tribunal de district l'autorise et sous réserve qu'un rapport médical atteste de l'état de santé critique de la personne.

Des déclarations de l'homme politique israélien qui a présenté le projet de loi indiquent que l'objectif principal de la loi n'est pas de préserver la santé des détenus en grève de la faim, mais plutôt d'éviter de faire des concessions, notamment de libérer les personnes en détention administrative. Le 14 juin, le journal israélien Haaretz a cité le ministre de la Sécurité Publique, Gilad Erdan, qui déclarait que « les personnes détenues pour des raisons de sécurité espèrent faire de la grève de la faim un nouveau type d'attentat suicide terroriste au travers duquel elles pourront menacer l'État d'Israël. Nous ne laisserons personne nous menacer et nous ne laisserons pas les détenus mourir dans nos prisons ».

Les soins de santé proposés aux détenus doivent respecter le droit international, les normes internationales en matière de droit à la santé et l'éthique médicale, notamment les principes de confidentialité, d'autonomie et de consentement éclairé (y-compris le droit de refuser un traitement, et notamment la nourriture). Toute décision de nourrir un gréviste de la faim sans son consentement doit être prise uniquement par des professionnels de santé compétents et seulement en cas de nécessité d'ordre médical. Cette décision doit tenir compte des facultés mentales et des souhaits des détenus, tels que déterminés par des professionnels de la santé lors de consultations confidentielles avec les grévistes de la faim. L'éthique médicale empêche en règle générale les professionnels de la santé de nourrir de force les détenus en grève de la faim en pleine possession de leurs facultés mentales. Les professionnels de la santé travaillant dans les prisons ont des responsabilités à l'égard des autorités pénitentiaires, tout comme à l'égard des détenus, particulièrement ceux qui sont leurs patients, mais les autorités ne doivent jamais leur demander d'agir de manière contraire à leur jugement professionnel ou à l'éthique médicale. Amnesty International s'oppose à l'alimentation non consentie de grévistes de la faim sans supervision médicale si cela est effectué pour des raisons autres qu'une urgence médicale ou d'une manière constituant un traitement cruel, inhumain ou dégradant. Aucun prisonnier ou détenu ne doit être puni en raison de sa grève de la faim ou subir des pressions pour y mettre fin.

Nom : Mohammed Allan
Homme

AU : 181/15, MDE 15/2282/2015 – 14 août 2015